



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai, Thoune
Vania Alleva, présidente d'Unia, vice-présidente de l'USS

Continuer à surfer sur la vague du succès : pour des salaires plus élevés et des primes plus basses !

(Le texte prononcé fait foi)

La Journée internationale des travailleuses et des travailleurs a toujours été et reste un jour de solidarité internationale. S'engager pour la paix et la liberté pour tous les êtres humains fait partie des valeurs fondamentales de notre mouvement syndical. C'est pourquoi je commence mon discours par quelques réflexions sur les crises internationales : dans les guerres actuelles, des millions de personnes souffrent de l'escalade extrême des violences. Tant de victimes de crimes épouvantables : c'est déjà difficile à supporter de loin. Mais comment les personnes sur place vivent-elles cela ? Nous ne pouvons pas vraiment l'imaginer.

Cependant, la solution à tant de misère n'est pas d'accélérer la spirale de la violence. J'en suis profondément convaincue. En tant que syndicat, nous nous engageons résolument pour la paix et les droits humains. Nous appelons instamment la communauté internationale et aussi la Suisse à tout mettre en œuvre pour stopper cette spirale de la violence. Et permettre les cessez-le-feu.

Le monde entier est en train de s'armer, mais cela ne crée pas la sécurité. Au contraire ! Le monde s'enfoncera davantage dans les guerres. De plus, les ressources gaspillées pour l'armement et l'armée font défaut partout ailleurs :

- pour lutter contre la pauvreté ;
- pour assurer la sécurité sociale ;
- pour la transition écologique et sociale, qui est nécessaire de toute urgence.

Il semble que nous vivons dans un monde qui part à la dérive.

Mais se désespérer et se résigner n'est d'aucun secours. C'est pourquoi nous, les syndicats, nous nous posons toujours ces questions : comment créer un peu de justice, ici et maintenant ? Un moment de solidarité ? Comment consolider le filet de sécurité ?

Notre slogan du 1er mai est « baisser les primes, augmenter les salaires ! » Nous demandons donc un peu plus de justice, ici et maintenant. Ici et maintenant en Suisse. Tout comme nous avons demandé un peu plus de justice avec la 13e rente AVS et notre initiative.

Le Oui clair le 3 mars a été un succès historique pour nous, les syndicats. Le peuple suisse a pour la première fois approuvé une extension de la couverture sociale via une initiative. Cette victoire, nous la devons à nos efforts conjoints. D'innombrables personnes ont informé, dans les entreprises et dans la rue, sur la 13e rente AVS. Nous avons toutes et tous accompli cela de manière exemplaire ! Et il arrive encore que des gens m'abordent dans la rue pour me remercier

pour ce succès. Je souhaite transmettre ce merci, ici et maintenant, à vous toutes et tous qui vous êtes engagés !

Ce résultat net oblige les politiques à mettre en œuvre rapidement l'initiative. Il est absurde que les perdants de droite soient maintenant réticents face au financement de cette 13e rente AVS. Car le financement passe de toute évidence par les cotisations salariales. Nous l'avons toujours dit. Le financement via des pourcentages de salaire est le mode de financement le plus social et la solution qui protège au mieux le pouvoir d'achat. Et il serait à peine perceptible pour les gens. Car les charges sociales ont globalement diminué ces derniers temps.

Cette année est une année décisive pour la prévoyance vieillesse : nous voterons probablement en septembre sur la réforme de la LPP. C'est une pure réforme de démantèlement. Nous devons combattre ce projet de toutes nos forces. Pour cela, nous avons absolument besoin de l'élan que nous a donné la victoire sur la votation de l'AVS en mars. Et pour cela, il faut à nouveau le plein engagement de toutes et tous.

Nous le savons : les rentes des caisses de pension baissent depuis des années. Cependant, la majorité bourgeoise au Parlement ne veut pas vraiment résoudre les problèmes du 2e pilier. Au lieu de cela, elle a adopté une réforme qui, si elle est acceptée, fera encore baisser nos rentes.

Une réforme de démantèlement qui par ailleurs coûte cher : pour des rentes plus faibles, nous devons payer 2 milliards de francs de cotisations salariales en plus par an. Cette arnaque à la LPP touche plus durement les salarié-e-s de plus de 50 ans et les personnes avec un revenu entre 5000 et 7000 francs. Les jeunes risquent aussi d'être confrontés à des pertes de rente. C'est absolument honteux : ce sont précisément les personnes à bas salaires qui devront payer jusqu'à 200 francs de plus pour la LPP. Par mois ! Bien que de nombreuses personnes devraient donc cotiser beaucoup plus, elles ne seraient pas mieux loties une fois à la retraite. Et elles seraient toujours dépendantes des prestations complémentaires.

Que signifie concrètement cette réforme de la LPP ?

Voici quelques exemples qui montrent ce que cette réforme ratée signifie pour nous :

Prenons une coiffeuse qui a aujourd'hui 23 ans et gagne 3300 francs par mois. Elle devrait payer chaque mois 160 francs de plus. Où prendra-t-elle cet argent ? Quand tout devient plus cher, que les primes d'assurance maladie continuent d'augmenter et que les loyers et les charges explosent ? Après 42 ans de cotisations, cette coiffeuse pourrait certes compter sur 330 francs de rente en plus par mois. Et selon toute vraisemblance, elle sera bien loin d'avoir une rente suffisante pour vivre.

La situation serait encore moins bonne pour une vendeuse dans la fin de la quarantaine qui gagne quelque 4600 francs par mois. Elle devrait payer chaque mois 150 francs de plus. Pourquoi ? La rente de sa caisse de pension, déjà faible, diminuerait même par rapport à aujourd'hui. C'est honteux !

Cela ne concerne pas seulement notre vendeuse, mais aussi le cuisinier, l'infirmière, le menuisier, la peintre en bâtiment et le plâtrier. Les personnes à bas et moyens revenus, professionnel-le-s des branches les plus diverses, paieront plus cher avec cette réforme et recevront en fin de compte des rentes moins élevées.

Pas avec nous !

Où est passée la promesse de la droite d'améliorer les rentes des femmes et des personnes à bas revenus ? Elle a tout simplement été rompue. Et cela au profit des bénéfices des compagnies d'assurances. C'est on ne peut plus clair : la réforme de la LPP est une attaque frontale contre le niveau de vie des personnes qui, par leur travail, contribuent à faire fonctionner ce pays.

Avec cette réforme de la LPP, le Parlement ignore non seulement le bon compromis des partenaires sociaux, mais aussi la réalité des caisses de pension. Elles sont en effet en pleine forme. Car elles se sont assainies sur le dos des assuré-e-s. La réforme ne profitera donc qu'aux assureurs et à la finance. Ils devraient encaisser toujours plus. Ils captent d'ores et déjà sept milliards de francs par an sur notre épargne. Eh bien non, ça ne se passera pas comme ça ! Nous ne voulons plus payer pour toujours moins de rente ! Nous disons Non à cette arnaque !

Ce dont nous avons toutes et tous réellement besoin, ce ne sont pas des réformes de ce genre, mais d'un changement dans la **politique en matière de salaires et de revenus**. Nous avons besoin de toute urgence de salaires plus élevés ! Car les ménages à bas et moyens revenus ont toujours moins dans leur portemonnaie en termes réels. Le fait que les employeurs aient supprimé les règles de compensation du renchérissement des conventions collectives de travail se fait maintenant douloureusement ressentir. Autrefois, les employeurs garantissaient le pouvoir d'achat à leurs employé-e-s.

Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Les chefs d'entreprises se moquent de la situation financière toujours plus mauvaise des employé-e-s. Quelle insolence ! D'autant plus que de nombreuses entreprises réalisent aujourd'hui des bénéfices élevés. La part des augmentations générales des salaires a aussi fortement diminué ces dernières années. Cela a contribué à encore creuser l'écart salarial.

De l'argent, il y en a assez. Un revenu décent serait possible pour tous les salarié-e-s. Quiconque a accompli un apprentissage devrait gagner au moins 5000 francs par mois. Pourtant aujourd'hui, un couple avec deux enfants dispose d'environ 3000 francs de moins en termes réels qu'il y a quatre ans.

Cet appauvrissement progressif de larges couches de la population est aussi dû à la prime par tête, antisociale, des caisses-maladie. Dans aucun pays d'Europe, le cuisinier ou la cuisinière, qui travaille dur et longtemps et n'a qu'un salaire modeste, ne paiera autant pour **l'assurance maladie** que le milliardaire ou la milliardaire. Seulement chez nous, en Suisse. Les primes par tête sont une aberration suisse. Cette année, les primes par tête ont augmenté de presque 9 pour cent. Cela après qu'elles ont déjà augmenté de plus de 6 pour cent en 2023. Lors de l'introduction de l'assurance maladie obligatoire, le Conseil fédéral nous avait promis que personne ne devrait payer plus de 8 pour cent du revenu imposable pour les primes d'assurance maladie. Aujourd'hui, cependant, de nombreuses personnes dans ce pays doivent payer le double.

C'est une bonne chose que nous puissions contrer cette situation le 9 juin avec un Oui à l'initiative d'allègement des primes. Elle demande que personne ne doive payer plus de 10 pour cent du revenu pour les primes d'assurance maladie. Nous avons aussi besoin de tout le monde le 9 juin. Et nous pourrons à nouveau gagner !

Nous sommes encore loin de la paix et de la liberté pour toutes et tous. Mais nous avons fait un pas vers un peu plus de justice.